

Délibération n° 2020-10-62 du 15 octobre 2020

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches afin de favoriser leur convergence

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14, D. 6332-79 et D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n°2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré le 15 octobre 2020,

Décide :

Exposé des Motifs

La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel pose deux principes :

- Les branches professionnelles ont la responsabilité du financement des contrats d'apprentissage, via les opérateurs de compétences (OPCO). Les OPCO prennent financièrement en charge les contrats d'apprentissage selon un niveau déterminé par les branches professionnelles et en application de principes fixés par décret.
- France compétences émet des recommandations auprès des branches professionnelles afin de faire converger les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage.

Le décret du 28 décembre 2018 précise que les branches professionnelles, par l'intermédiaire de leur commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE) ou de leur commission paritaire de la branche professionnelle (CPBP), doivent déterminer un niveau de prise en charge pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle pour lequel le niveau de prise en charge n'a jamais été fixé auparavant.

L'OPCO de la branche de la banque a transmis à France compétences, avant le 24 août 2020, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

La méthodologie utilisée pour l'émission des recommandations se fonde sur les données remontées par les branches et consolidées par les OPCO. Elle consiste à comparer les valeurs remontées par la branche pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle aux valeurs globales remontées par l'ensemble des branches



sur le diplôme ou titre à finalité professionnelle considéré afin de définir une valeur de référence permettant la convergence des niveaux de prise en charge, avec une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées.

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de la banque, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code ainsi que les nouveaux contrats sur ces mêmes diplômes ou titres qui seront signés.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE Banque dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Fait à Paris, le 15 octobre 2020

Le Président du Conseil d'administration,
Jérôme TIXIER



Annexe : Recommandations de France compétences

Recommandations de France compétences à la branche de la banque

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE Banque pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 2120

| Nom de la commission paritaire | Code de la formation | Libellé de la formation | Niveau de prise en charge défini par la branche | Niveau de prise en charge de référence recommandé | *Niveau de prise en charge minimum toléré | *Niveau de prise en charge maximum toléré | Conformité au regard du niveau recommandé |
|--------------------------------|----------------------|--|---|---|---|---|---|
| CPNE Banque | RNCP34225 | DROIT DE L'ENTREPRISE (FICHE NATIONALE) | 9200 | 7600 | 7372 | 7828 | NON CONFORME |
| CPNE Banque | RNCP19216 | EXPERT FINANCIER ET ADMINISTRATIF | 9200 | 7800 | 7566 | 8034 | NON CONFORME |
| CPNE Banque | RNCP19418 | MANAGER ADMINISTRATIF ET FINANCIER | 10000 | 8900 | 7730 | 9167 | NON CONFORME |
| CPNE Banque | RNCP16261 | MANAGER COMPTABLE ET FINANCIER | 10000 | 7543 | 6900 | 8997 | NON CONFORME |
| CPNE Banque | RNCP28716 | MANAGER DES STRATÉGIES COMMUNICATION MARKETING | 9200 | 8300 | 7600 | 8966 | NON CONFORME |
| CPNE Banque | RNCP17999 | MANAGER DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL | 9200 | 7661 | 7200 | 9000 | NON CONFORME |
| CPNE Banque | RNCP12378 | RESPONSABLE COMPTABLE ET FINANCIER | 8500 | 7900 | 7210 | 8400 | NON CONFORME |
| CPNE Banque | RNCP34123 | DROIT PRIVÉ (FICHE NATIONALE) | 9200 | 7800 | 7566 | 8034 | NON CONFORME |

*Définition d'une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

